

Cinquante-troisième Année. — N° 160  
**VENDREDI 17 DÉCEMBRE 1948**  
REDICTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.F. 5561-76  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs  
et la dernière bande  
Le numéro : 10 francs

« L'Anarchiste  
est la plus haute  
expression de l'ordre  
d'après »  
(Gilles Reclus.)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE  
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

## L'escroquerie budgétaire

LES tripoteurs du Palais-Bourbon s'apprêtent à voter un monstrueux budget de 2.000 milliards.  
Chaque Français va donc payer, grâce aux mille et un moyens d'extorsion dont dispose l'Etat, la bagatelle de 50.000 francs !  
Si l'on met en regard de cette formidable imposition ce que l'Etat nous donne en retour, l'escroquerie apparaît clairement.  
Escroquerie ? Non. Vol ! Vol manifeste se perpétrant sous le couvert des lois et des institutions que protègent une infâme police, une magistrature souillée et une clique militaire dont les exactions ne s'exercent plus que sur les populations indochinoises et les grévistes du Nord ou d'ailleurs.  
Vol se perpétrant surtout au préjudice des classes travailleuses qui supportent 40 % du fardeau budgétaire. Ainsi elles entretiennent, par leur travail et leurs privations l'ennemi de toute justice et de tout progrès, l'Etat, elles entretiennent ce système décadent — le capitalisme — qui ne peut se maintenir que dans une société d'arrivistes et de profiteurs, elles entretiennent une organisation sénile et redoutable dont le dernier signe de vitalité n'est plus que la course aux armements.  
Cette soumission passoire à l'impôt s'explique parce qu'il est fractionné à l'infini.  
Après de multiples et complexes cheminements, il aboutit aux prix, s'y incorpore, gonflé de tous les profits qu'il a provoqués en cours de route — car l'impôt s'ajoute toujours au prix de revient, et c'est en fin de compte la grande masse de consommateurs qui le paie.  
Toute cette fiscalité a, paraît-il, pour but de sauver le franc, de rétablir la confiance, d'accélérer la reconstruction !  
Mais ceux qui font ces proclamations savent très bien qu'ils mentent. Ils savent que ces mesures vont immédiatement provoquer une nouvelle hausse, suivie inévitablement d'un pénible rajustement des salaires, et d'une nouvelle glissade du franc.  
Et tout sera à recommencer.  
Personne bien sûr ne songe à supprimer l'armée. Par contre on réduit fortement les crédits destinés à la reconstruction et aux rééquipements !  
Le mensonge et la mauvaise foi ne peuvent plus dissimuler le seul et véritable but recherché : maintenir coûte que coûte de ce système que tout condamne.  
L'économie et la finance marchent de plus en plus vite vers la débâcle finale, ponctuée par les troubles sociaux de plus en plus fréquents.  
C'est sans doute ce que veulent, ce que désirent les malfaiteurs qui gouvernent.  
Alors sous prétexte de sauver la République ils supprimeront nos dernières libertés et instaureront un état « d'exception » !  
La démocratie corrompue aura normalement enfanlé son rejeton légal : le totalitarisme.  
Voilà le grand danger qui pèse sur nous tous !  
Nous ne le répéterons jamais assez !



## GARRY DAVIS AU VEL' D'HIV'

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE  
c'est la lutte contre l'Etat, contre l'armée, contre le capitalisme

C'est devant une assistance évaluée à plus de 15.000 personnes que Garry Davis et ses compagnons ont rendu compte de la réponse faite par le Président de l'O. N. U. — le docteur Ewart — aux questions posées par le « Citoyen du Monde ».  
Dès huit heures, la foule déferle du métro sur les boulevards et s'engouffre sous l'immense verrière. Nos vendeurs diffusent le « Libertaire », nos militants distribuent des milliers de tracts édités par la Fédération Anarchiste. A l'intérieur l'ambiance est extraordinaire ; des militants des mouvements d'avant-garde, certes, mais un public en majorité neuf dont les réactions parfois contradictoires démontrent que l'espoir de Paix a touché des éléments nouveaux ; un certain nombre, il faut bien le dire, attiré par la curiosité.  
Nos camarades sont légion et à l'initiative même de la salle notre matériel de propagande est largement diffusé.  
Garry Davis donne lecture du message du docteur Ewart qui est un aveu de l'impuissance de l'O. N. U. à régler les antagonismes qui divisent les impérialismes.  
Puis les orateurs, journalistes, universitaires, personnalités littéraires vont se succéder à la tribune.  
Ils soulignent la carence avouée de l'organisme international. Ils s'élèveront contre la guerre. Tous semblent voir la solution des problèmes en suspens dans la création d'un super Etat, de ce qu'ils appellent « un gouvernement mondial ».  
Mais aucun ne fera une analyse objective des causes réelles de la guerre, aucun ne proposera des moyens pratiques pour supprimer ces causes.  
Et cette carence laissera l'auditoire insatisfait, énervé et pour dire vrai déçu.  
On le vit bien par exemple lorsqu'un jeune homme se précipita au micro pour demander des mesures précises et efficaces. On le vit bien également lorsqu'un vieux savant sans voix et sans grande éloquence, le professeur Girard, vint tout simplement expliquer que la misère des peuples était une des principales causes des guerres et qu'il fallait y mettre fin si on voulait la Paix, que la Paix était dans les mains mêmes des hommes sans l'accord desquels la guerre était impossible. La foule, qui attendait ardemment des solutions « révolutionnaires », fit à ce savant, qui semble beaucoup plus plongé dans le réel que les journalistes, une ovation monstre.  
La seule action positive, que semblent envisager pour l'instant les organisateurs de ce meeting, consiste à alerter le pays afin d'empêcher l'expulsion de Garry Davis dont l'autorisation de séjour touche à sa fin. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Lutter contre la guerre, ce n'est pas protéger seulement le « Citoyen du Monde », mais également tous ceux qui ayant déjà dit : « Non » sont encore en prison ou qui risquent d'y retourner. C'est combattre le capitalisme, dont les contradictions sont le levain principal des guerres, c'est combattre les militaristes, grands organisateurs du crime collectif. C'est abattre les églises, prostituées depuis des siècles devant les vainqueurs, c'est refuser d'apporter à l'Etat les moyens financiers qui lui permettent d'entretenir un appareil qui conduit à la guerre, c'est remplacer l'autorité que défient un petit nombre d'hommes par la liberté totale de tous les hommes. C'est faire la Révolution sociale qui, en supprimant les « économies » et les pouvoirs créateurs de conflits, préparera la révolution morale créatrice de Paix et de Liberté.  
Les orateurs du Vel' d'Hiv' doivent se souvenir, s'ils ne veulent pas que l'espoir qui s'est levé soit déçu, que le pacifisme constructif doit être charpenté par la pensée et la volonté révolutionnaires.  
C'est tout cela qui n'a pas été dit. C'est tout cela que se proposait de dire notre Fédération anarchiste si les organisateurs de la réunion n'avaient pas cru devoir lui refuser la parole.  
VANCIA.

## Du sang sur « leurs » pèlerines

Un ouvrier cimentier (un communiste, paraît-il), collait des affiches. Un « gardien de la Paix... » passait par là. L'ouvrier est mort, sauvagement abattu par la brute.  
Des dizaines d'ouvriers de toutes nuances politiques, de toutes nuances philosophiques, qui collent chaque semaine des affiches sur des murs démocratiques, risquent d'être abattus par les flics de cette démocratie.  
— Nous soutiendrons notre gardien, déclare la Préfecture de police, notre agent est un homme de sang-froid, ajoute-t-elle.  
Si l'on en juge par sa déclaration, le préfet n'en manque pas non plus. Accident malheureux, ajoute-t-on ! Malheureux pour la victime, pour sa femme, pour son gosse. L'escarpe qui l'a abattu au coin d'une rue s'en tirera, lui ! Il a de solides protections, la solidarité du « milieu » jouera pour lui, on ne le laissera pas tomber. Les maîtres couvriront leur valet, même si celui-ci a péché par excès de zèle.  
On s'interroge vainement sur les motifs d'une telle sauvagerie. On reste confondu devant tant d'ignorance. Un communiste, diront certains. La brute, dépositaire de l'autorité de l'Etat, aurait probablement abattu n'importe qui, ce matin-là.  
Moch, au cours des derniers conflits sociaux, avait donné l'ordre à sa « milice » de tirer. Ceux-ci s'en sont donné à cœur-joie. La grève des mineurs terminée, les consignes « avantages acquis » sont restées. Quinconque se trouve en conflit avec le gouvernement risque de se voir matraqué par les « marlous » de Marianne, quatrième édition.  
Aujourd'hui un ouvrier est abattu.  
Hier un délégué mineur a été condamné à 6 mois de prison à Saint-Etienne.  
(Suite page 2, 1<sup>re</sup> col.)

## L'U.R.S.S. vue par un anarchiste

ARTISANAT — COOPÉRATIVES (II)

Peut-on dire qu'il existe un artisanat en U.R.S.S. ?  
L'artisanat n'est que toléré ; l'artisan ne peut avoir de personnel et est écrasé d'impôts. L'Etat qui ne peut avoir un contrôle absolu fait donc l'impossible pour réduire l'artisanat à une importance ridicule. Les conditions sont telles qu'on ne voit pas de jeunes artisans. Seuls, des vieux s'obstinent à tirer leur subsistance de l'artisanat.  
Mais enfin, l'Etat permet à l'artisan de s'approvisionner et de vendre ?  
Non pas. L'Etat, qui détient toutes les matières premières ne donne aucune attribution. Il sait donc, en tirant l'artisan, que celui-ci ne peut vivre qu'en s'approvisionnant au marché noir.  
marché noir qu'alimente forcément le vol dans un pays où toute matière première est à l'Etat.  
Naturellement, l'artisan qui paie cher les fournitures et qui est écrasé d'impôts, vend à des prix très élevés ; il ne vit donc que par système D.  
— Les artisans représentent-ils des professions très diverses ?  
— Non, l'artisanat n'a pas le même caractère qu'en Occident. Les artisans ne peuvent s'occuper que de fabriquer des produits ou des objets très secondaires, tout ce qui est important est affaire d'Etat usines et coopératives.  
— Peut-on chiffrer le nombre d'artisans en U.R.S.S. ?  
— Quelques unités, des dizaines au plus, tel est le résultat des tracasseries de l'Etat.  
(Suite page 2, col. 3.)

## ...AU VEL' D'HIV'



## “NATIONALTABAK” La fraude légale

On vient de mettre en vente un tabac pour pipe dit « National », ceci sans aucune définition sur sa composition. Mais l'Etat ne revendrait-il pas au tabac « National » de 1943, riche en solanés et hautement toxique, qui a été largement distribué à Marseille comme troisième paquet à la décade ?  
Le résultat fut splendide, des accidents oculaires graves et pénibles firent leur apparition (Dr Sedan, Dr Bourdier, Dr L. Rivet), en même temps l'intoxiqué présentait des nausées, des vomissements, des vertiges, perte de mémoire, hébété, torpeur, accidents rigoureusement semblables à ceux observés par le Dr Se-

## CE QUI N'A PAS ÉTÉ DIT

Texte que se proposait de lire le représentant de la F.A.

Compagnons !  
Combattants de la Paix !  
La Fédération Anarchiste œuvre pour la paix  
C'est parce qu'elle œuvre pour la paix que la Fédération Anarchiste salue l'INITIATIVE COURAGEUSE DE GARRY DAVIS. C'est parce qu'elle œuvre pour la paix qu'elle tient à manifester ici sa présence et son appui au mouvement apolitique profond des foules, contre la guerre qui menace.  
GARRY DAVIS, la Fédération Anarchiste saluera toujours le courage d'un homme dressé contre les institutions criminelles. D'un homme dressé contre le fatalisme et l'esprit de soumission cultivés par les partisans des techniques autoritaires.  
Nous sommes présents parce que nous savons que les « grands » vainqueurs et leurs « petits » suiveurs de l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES sont incapables de construire la paix ou de faire reculer la guerre sans la pression révolutionnaire des masses ou les gestes révolutionnaires des hommes dignes de ce nom.  
Mais notre présence n'est pas inconditionnelle. Elle est fraternelle, c'est-à-dire que nous dirons la vérité, que nous soulignerons les insuffisances, que nous dénoncerons les équivoques et que nous relèverons les erreurs possibles.  
Nous n'ignorons pas, nous autres anarchistes, que la paix pourrait être une arme redoutable si jamais nous la laissons monopolisée par ceux-là mêmes à qui la guerre froide profite.  
Nous appelons à la vigilance afin que cette paix ne serve pas demain de masque à la déportation, à l'inquisition policière d'un parti et aux camps de concentration. Nous savons, et les anar-

La Fédération Anarchiste.

## Message de Berlin

Le dernier numéro de l'organe anarchiste de Berlin, Der Freie Arbeiter (Le Travailleur Libre), écrit au sujet du blocus de Berlin :  
« Deux blocs de puissances se disputent la domination sur l'humanité travaillante : le bloc capitaliste privé de l'Occident et le bloc capitaliste étatique oriental. Le bloc occidental camoufle habilement son désir de profits en « démocratie », alors que le bloc oriental montre ouvertement son caractère de dictature brutale. Nous voyons l'Occident qui pour des raisons d'opportunité tend vers un compromis alors que l'Orient réclame ouvertement la domination mondiale et refuse catégoriquement tout partage des zones d'influence. Les deux blocs se préparent à la guerre.  
« A l'heure actuelle on ne demande pas au peuple de Berlin s'il désire le blocus ; demain on ne demandera pas non plus aux peuples du monde s'ils veulent la guerre.  
« A l'heure actuelle les avions américains lancent encore des bombes de chocolat et provoquent ainsi des bagarres entre enfants et adultes dans les rues de Berlin. Mais la situation peut changer et le pont aérien n'est pas seulement destiné à la distribution de confiture mais surtout à la préparation militaire. Alors nous verrons d'autres « sucreries » tomber du ciel et probablement provoqueront-elles moins de plaisirs...  
« Un journal bourgeois a écrit récemment : « 65 millions d'Allemands vivent La banque, c'est l'argent des autres, et le patriotisme, c'est... la peau des autres. »  
LA FOUCHARDIERE.

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



Après l'autre guerre on les appelle : les nouveaux riches. Aujourd'hui on les appelle les B. O. F. (Beurre, œufs, fromage).

Cependant ils ne se différencient pas essentiellement de leurs illustres prédécesseurs, et comme eux méprisent les B.O.F. et autres nouvelles richesses. Ils sont des guerriers patriotes et républicains. Car, c'est un fait curieux, tout le monde abhorre cette nouvelle race, à commencer par leurs représentants ethniques les plus caractéristiques.

Pourtant il n'y a qu'une seule espèce de B.O.F. qui se divise en deux branches : l'espèce noble et l'espèce roturière.

La première a des origines qui se perdent dans les insupportables complexités de l'épargne, des hausses, des baisses, des chances diverses des mariages « d'amour » et de lantes à héritage. Elle s'est affinée et utilisée ses capacités techniques au lancement d'un peintre transcendant, d'une vedette aux cuisses bien faites ou d'un poète incompréhensible. Elle vend indifféremment des cacahuètes, de la prose, de la musique ou des batonnets, et invente tous les mouvements politiques pour qu'ils soient patriotiques.

Pendant la guerre elle a daigné s'in-

## Les B.O.F.

téresser aux questions alimentaires ou vestimentaires en association occulte avec les répartiteurs et contrôleurs et pour le compte de clients non moins occultes. Elle jouit de la considération générale et forme ce qu'il est convenu d'appeler : les gens biens. Leurs fils sont des « fils de famille ».

L'espèce roturière est celle dont les origines sont tellement récentes que le voile pudique de l'oubli n'a encore pu s'y poser. Elle est d'ailleurs encore toute imprégnée des brusqueries populaires, écarts de langage, manières calées, dont elle a honte et qu'elle dissimule sous des fourrures de prix, des parfums violents et de respectables liasses de billets de banque.

Le B.O.F. mâle a la verbe haut. Son français est rudimentaire, et son bracelet montre en or, aussi large qu'un réveil. Il a une « traction » et possède les connaissances commerciales, industrielles et artistiques que lui confère son compte en banque.

Il a débüté dans le commerce avec une valise. Ne payant ni impôts ni patentes, ilibustier du négoce, pirate de l'épargne, provocateur de l'inflation, il était alors la plaie de la France et se cachait honteusement dans l'ombre complice des arrière-boutiques.

Depuis, il est sorti de ces lieux indignes de son génie commercial et paye patente. Ayant conquis ses titres de noblesse, son trafic est devenu honorable et la gent commerciale l'a accueilli avec l'empressement et le respect dus à tout bon citoyen. Le commerce étant comme chacun sait la principale manne du pays, il est maintenant tout à fait conscient de son rôle social et se plaint volontiers de la dureté des temps et de l'incorrigible paresse des ouvriers qui décidentement ne veulent plus travailler.

A l'époque héroïque des valises le B.O.F. mâle était un « homme ». Aujourd'hui c'est un « monsieur ». Il a une carte de résistant, est Président d'un Syndicat pour la défense du commerce et collectionne les Picasso.

Défenseur acharné de la Patrie, il se penche avec condescendance sur les luttes politiques, et est gaillarde ou communiste. Quelquefois il se fait inscrire à ces deux partis pour plus de sécurité.

La B.O.F. femelle s'habille à la dernière mode et porte un préjudice considérable à nos couturiers et au renom de l'élégance française.

Elle a des bouchons de carafe étincelants, des bajoues et des fesses qui exagèrent. Elle se plaint amèrement des domestiques, rêve d'un Gouvernement fort, acclame de Gaulle et respecte les curés. Elle est requise dans les salons les plus fermés, car il est bon de s'occuper des héritiers de droit de la bourgeoisie, qui se renouvellent comme elle le peut.

L'enfant des B.O.F. est choyé. Il fera ses études et son père étant dans les fromages, sera député ou préfet et assurera, avec la génération montante des gens « bien » la pérennité des institutions laïques, obligatoires et républicaines.

EH BIEN !  
dansez maintenant !

M. Cagavado, député politique et membre du parti communiste, a organisé à Châteauneuf, le 2 octobre dernier, un bal en faveur des déportés politiques hospitalisés.

Il était convenu que dix pour cent de la recette irait aux hospitalisés, mais jusqu'à ce jour ils n'ont rien vu venir.

Comme cette soirée avait eu l'agrément des dirigeants bolchevistes de notre ville, il est à présumer que les fonds ne seront pas versés.

Le bal ayant été organisé au profit des hospitalisés, ce n'est point dix pour cent mais la totalité des bénéfices qui aurait dû leur revenir. Ce premier scandale s'aggrave du fait que rien n'a été versé. Au balage politique s'ajoute une malhonnêteté pure et simple.

Les camarades de la Fédération anarchiste de Châteauneuf dénoncent ces agissements et en appellent à la population pour réclamer de tels procédés.

Nous exigeons que ce qui est dû aux hospitalisés leur soit versé et nous ferons en sorte que les politiques stalinistes, démasqués une fois de plus, n'aient plus au profit de leur sale politique, la population laborieuse de Châteauneuf.

DUBON.

(Suite de la première page)

Un exemple : un fabricant de bonbons (marché noir évidemment) paie 30.000 roubles d'impôts à l'Etat. Il se procure le sucre au marché noir. Il ne peut donc vivre qu'en vendant les sucettes de 10 à 30 roubles !

Mais il y a bien des artisans tailleurs, par exemple, dont l'importance économique est autre ?

Oui ; même, pour avoir un costume qui puisse être porté, et dans un temps normal, il faut passer par l'artisan. Mais le prix est tellement élevé que ceci est réservé à des privilégiés.

L'artisanat est donc extrêmement réduit. Mais n'est-il pas doublé par le travail à la maison de l'ouvrier d'usine ?

Certes, beaucoup d'ouvriers travaillent chez eux, en plus du travail à l'usine, pour essayer d'améliorer leur sort. Mais s'ils veulent ne pas être pris, ils doivent camoufler leurs fenêtres, obliger leur femme à faire le guet, car les inspecteurs des Finances sont terriblement craints.

Quelles sont les sanctions prévues ?

Si l'ouvrier est pris, il doit payer un impôt tel qu'il ne pourrait en gagner le montant en 10 ans de travail. Il doit donc en payer une partie chaque mois ; sinon il doit souscrire une déclaration comme quoi il ne récidivera pas. Après une telle déclaration, il est visité périodiquement.

Avec une telle répression, ce travail clandestin à domicile doit disparaître.

Malgré les peines encourues, nombreux sont les ouvriers qui n'hésitent pas, car il faut vivre. Et les contrôleurs, souvent, se laissent acheter. Vous voyez ainsi à quel degré de corruption peut atteindre la société en U.R.S.S.,

Ainsi, presque tous les biens de consommation courante sortent des usines de l'Etat ?

Ce n'est pas tout à fait exact. Il existe des coopératives assez nombreuses, mais d'un caractère bien particulier.

Des coopératives ? Mais alors, toute l'industrie ne serait pas étatisée ? Il y aurait au moins un îlot de relative liberté ?

Faisons un peu d'histoire. Au début de la Révolution, il y eut d'assez nombreuses coopératives organisées par les ouvriers eux-mêmes. L'Etat, ensuite, mit la main dessus. Les coopératives furent incluses dans le plan d'Etat vers 1930. Jusqu'au premier plan quinquennal, les coopératives achetaient les matières premières à l'Etat. Ensuite elles durent se contenter de déchets achetés aux usines d'Etat et travailler pour le plan d'Etat.

Les coopératives ne seraient donc que des sortes d'usines d'utilisation des déchets ?

En gros, oui, c'est cela. Toutefois, certaines coopératives traitent des matières premières véritables, mais toujours de mauvaise qualité. Par exemple, le cuir d'importation (d'Argentine souvent) et les produits de tannage vont aux fabriques d'Etat. Les coopératives ne peuvent traiter que le cuir des vaches « kolchosniennes » et les Russes savent ce que vaut ce cuir !

Les coopératives ne peuvent donc user que de déchets ou de produits de qualité très basse. Leur rôle essentiel, c'est l'utilisation des déchets.

Comment les coopératives s'organisent-elles ? Ont-elles au moins une autonomie administrative relative ?

La coopérative est soumise au

## "NATIONAL TABAK"

(Suite de la première page)

tout démocratique et républicain) M. Moch déclarait « que force devait rester à la loi... » D'accord, la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 (toujours en vigueur) est formelle.

Art. 1. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le consommateur soit : sur la nature, les qualités substantielles, la composition, la teneur en principes utiles de toutes marchandises, sera puni de l'emprisonnement, amende, etc...

Art. 3 § 4. — Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé des hommes ou des animaux ou si elle est toxique... l'emprisonnement devra être appliqué... (La réglementation des tabacs 1943 n'a jamais été condamnée).

Le terme de « tabac national » ne signifie absolument rien. Les appellations « tabac national » ne peuvent faire naître dans l'esprit du consommateur la croyance qu'il utilise un produit exempt de coupage, loyal et marchand récolté uniquement dans la métropole. Il y a donc tromperie sur la qualité et la désignation de la chose vendue ; dans le cas de coupage, ou de mise en vente de produits inférieurs, la réglementation de l'Etat, devrait s'inspirer de l'article 7 de la loi du 14 août 1889 (s'appliquant aux spiritueux). « Toutes les inscriptions et marques servant à désigner des mélanges, etc... doivent porter le titre de « fantaisie », il en est de même pour les cigarettes, décrets du 10-11-1910, chap. III article 13, § 4, 5, 6. Le tabac dit National doit donc légalement prendre l'appellation de « Tabac de fantaisie » ou de « Tabac de dernière qualité ».

Vous noterez pour votre gouverneur qu'il n'y a aucune définition pour les produits manufacturés et mis en vente par l'Etat, aucune norme n'est spécifiée, la proportion de déchets n'est pas signalée, les méthodes analytiques officielles sont à peu près inconnues. Bref, l'Etat livre ce qui lui convient, sans aucun contrôle, sans aucune responsabilité, sans aucun risque pour hausse illicite, ni pour addition.

Lyons-Centre. — Libre examen. Constitution d'un groupe de jeunesse libertaire, mardi 21 décembre, à 20 h. 30, Café Bon Accueil, angle Soileau-Bonnel. Discussion sur Garry Davis.

Lyons-Vaise. — Libre examen. Permanence samedi 18 décembre, de 16 à 18 h.

Lyons-Vaise. — Assemblée générale du groupe mardi 21 décembre, salle Lubez. Renouvellement du bureau. Compte rendu d'activité de l'année. Présence indispensable.

10 REGION  
Toulouse. — « Bien-être et Liberté » sont informés que les réunions du groupe auront lieu les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> lundis du mois, à 21 heures, au 4, rue de Belfort.

11 REGION  
Carcassonne. — Groupe libertaire Han Ryner. Réunion intérieure du groupe les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> lundis du mois, à 21 heures, au 4, rue de Belfort.

12 REGION  
Bram. — Le groupe espérantiste fait savoir à tous ceux qui voudraient faire connaissance avec la langue auxiliaire espéranto, que tous les mardis et vendredis il y aura, de 8 à 10 heures du soir, un cours gratuit d'espéranto.

4 REGION  
Brest. — Réunion du groupe d'Etudes Sociales, les 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> samedis de chaque mois à 20 h. 30, au local de la C.N.T.

5 REGION  
Montbéliard. — Camarades du Jura et de la Haute-Saône. Tous les camarades de cette région sont priés de se mettre en relation avec M. Blanchot, 6, avenue Clemenceau à Besançon, en vue de la constitution de groupes.

8 REGION  
Saint-Etienne. — Réunion du groupe chaque jeudi à 20 h. 30, 5, rue de la Barre.

8 REGION  
C.A. Régionale. — Les trésoriers de groupes sont priés de régler au plus tôt les cotisations à verser à la C.A. Régionale, 41, rue de la République, Lyon 1<sup>er</sup> 20 h. 30. Conférence. Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter au bibliothécaire.

tion de substances toxiques, ajoutées dans un but frauduleux, ni sur la qualité de la chose vendue... A part cela nous sommes des électeurs, des hommes libres dans une démocratie... et tout... A vous de conclure. HUCHADIER.

## Carnaval de la semaine

AH ! QU'EN TERMES CHOISIS...

« Les résultats de cet état de choses (les bonnes récoltes 1948) se sont traduits par la suppression du rationnement. Mais il a été nécessaire d'introduire un système de compensation pour les catégories qui ont été lésées par la suppression du rationnement. Laquelle elles se trouvent d'acheter le pain au marché libre à un prix plus élevé... » (Bull. Inf. Polonoises 26-11-48).

LES EVEQUES' AVEC NOUS...

« Par décret du Président de la Grande Assemblée Nationale (Roumaine) l'élection de l'archevêque bulgare comme évêque de l'église arménienne grégorienne a été approuvée. » (Bull. Inf. Roumaines 29-11-48).

LES REVUES

## DÉFENSE de l'homme n° 2

Beaucoup mieux, beaucoup plus « travaillé » pour la plupart des articles. Cependant, encore trop d'articles qui conviennent plus à un hebdomadaire qu'à une revue mensuelle, articles de Lecoin sur les grèves, de Prugnot « Nos acceptations », de Louvet, de Monclon, de Paul Joly, de Paton, bons articles d'ailleurs. Nous avons plusieurs papiers excellents de Drouot, de la Palice, de Laumière, d'Yvonne Meunier, de Ch.-Aug. Bontemps sur le Progrès (la Révolution) (article discutable quant aux idées exprimées, mais qui fait penser, et c'est ce qu'on cherche dans une revue), de Roger Tounesot sur Chaplin, de Mualdès qui sait évoquer et émouvoir, mais dont la conclusion est d'un scepticisme qui ne défend guère l'homme.

Le net progrès que marque le n° 2 de la Revue nous fait regretter d'autant plus un peu plat de J. Briand, des passages de Vergine bécotes et d'un vocabulaire bête qui conviendrait mieux à la « Calotte » (quelques expressions moutonnières, moutons, Petit Pères des Peuples).

Mais le plus affligeant, c'est l'article final d'un certain Bernard Malan. Hélas, cet article-là bien l'aurait d'un recenseur de Revue, mais c'est un monument de naïveté pseudo-scientifique et d'incohérence (Staline aurait un but virtuel : réaliser le bonheur des peuples). Comment Lecoin a-t-il pu publier — et présenter — une telle chose, en y trouvant de l'ingéniosité et de la « fraîcheur » ? Les lecteurs riront, certes, mais ils s'indigneront peut-être aussi.

Fontaine.

Note. — Quelques amis, collaborateurs de « Défense de l'homme », ont été surpris de la « sévérité » de notre critique du n° 1. Voyons, lorsque militant agit et agit en son droit, en dehors de la F.A. sans avoir consulté son organisation, sans s'être concerté avec ses camarades, il est par cela même absolument libre de ses écrits s'ils ne sont pas en contradiction avec son engagement, de militant. Mais sa liberté légitime, celle de son organisation et de son journal « Le Libéraire » (dont Fontaine n'était, en ce cas, que le porte-parole) a donc le droit — et le devoir — de dire toute sa pensée. C'est cela, la fraternité. D'autant plus qu'on voudrait bien reconnaître que notre opinion était nuancée et motivée. Lecoin a créé librement, une Revue que nous diffusons. Nous nous devons librement, de donner notre avis à nos lecteurs. Lecoin, nous en sommes sûrs, en conviendrait.

La rédaction du Lib.

COURS D'INTERLINGUE  
Le Cercle Fernand Pelloutier organise tous les mercredis à 20 h. 45, du mercredi 15 décembre 1948 au mercredi 23 février 1949 inclus, à son siège, 33, rue de la République, à Paris (11<sup>e</sup>), un cours d'interlingue, un cours gratuit d'interlingue en dix leçons. Ce cours sera dirigé par notre camarade Strainchamps.

Plan ; c'est l'Etat qui vend les produits.

Les coopératives forment dans chaque localité une Union de coopératives, mais sont contrôlées par le Soviet de l'Industrie Régionale « Obl. Prom. Soviet ».

Le Président est envoyé par « l'Obl. Prom. Soviet », même dans les coopératives anciennes d'avant 1930 : les ouvriers doivent l'accepter. Dans les réunions, les ordres, les « propositions » faites par les cadres. Un nouveau président, fût-il un malfaiteur, doit être accepté, puisqu'il est contrôlé par le Parti.

Mais l'Etat crée-t-il de nouvelles coopératives ?

Oui, lorsque par exemple, l'industrie d'Etat donne dans une région un nombre plus important de déchets. Les nouvelles coopératives sont créées par « l'Obl. Prom. Soviet ». On publie une annonce et les ouvriers y viennent.

Y a-t-il donc des parts de coopératives pour les ouvriers ? Quelques avantages ?

Il n'y a pas de coopératives mais uniquement des salariés payés à un tarif établi par l'Etat, tout entier.

En principe, s'il y a un profit, en fin d'année, les ouvriers peuvent toucher des primes... mais cela n'arrive jamais.

Il y a, au fond, peu de différence de situation entre l'ouvrier d'usine et l'ouvrier de coopérative, mais les travailleurs sont volontiers à la Coopérative, car elle est généralement plus petite que l'usine et le contrôle moins barbare.

Mais l'Etat trouve-t-il tant d'intérêt à l'existence des coopératives ?

Oui, car il utilise ainsi les déchets, vend les produits des coopératives qui paient d'énormes impôts par le fait que l'Etat est le vendeur.

Une question secondaire, mais qui importe au point de vue rapports humains : les coopératives peuvent-elles travailler pour des particuliers, en plus du travail imposé par le plan ?

Ceci n'est autorisé que dans les coopératives d'habillement, mais par exemple, il faut que le client apporte l'étoffe, paye un tarif, puis donne à

l'ouvrier une sorte de pourboire obligatoire très élevé s'il ne veut pas que la veste ait deux manches du même bras ! Encore le client doit-il attendre plusieurs mois. Ajoutons que seuls des privilégiés peuvent fournir le tissu et donner une commande.

De telles choses semblent incroyables, et c'est pourtant la vérité de tous les jours.

Croyez-vous que dans les pays de « Démocratie populaire », les coopératives soient ainsi étatisées ?

Je suis passé par la Pologne où peu à peu s'implante le système stalinien. Ces jours-ci, dans « La Voix du Peuple », journal communiste polonais de langue yiddish, du 19 novembre 48, n° 47, on apprend dans un article intitulé « La Coopérative, partie intégrale de l'industrie » que les coopératives polonaises qui jouissaient jusqu'à l'unité relative indépendance doivent travailler pour le plan d'Etat, renoncer à vendre elles-mêmes leur production qui sera commercialisée par une organisation spéciale d'Etat. Comme en U.R.S.S., les coopératives devront se contenter de traiter les déchets.

Le journal polonais répond aux sionistes ou aux bundistes qui veulent posséder leurs propres coopératives, en citant l'exemple russe et en précisant qu'en U.R.S.S., l'industrie régionale ne possède pas plusieurs coopératives pour la même production dans une même ville.

Ainsi, on peut affirmer que les démocraties populaires se basent sur l'exemple russe ?

Le Journal que nous venons de citer est un témoignage direct et non suspect !

Mais enfin, quel peut être, dans l'ensemble de l'économie de l'U.R.S.S., l'importance des coopératives ?

Dans les régions de grosse industrie, où les déchets sont plus importants les coopératives sont nombreuses, en Asie Centrale également, pays des matières premières importantes.

Dans l'ensemble, on peut dire que les coopératives occupent environ un cinquième des travailleurs.

Si nous voulions formuler une conclusion importante, que dirions-nous ?

Que l'U.R.S.S. possède de nombreuses coopératives, qui ne sont pas des coopératives.

Car, lorsqu'on remarque ce simple fait que les chefs eux-mêmes des « coopératives » sont des fonctionnaires désignés par « l'Obl. Prom. Soviet », qui est le service industriel du parti communiste, il est bien permis de dire qu'il n'existe aucun caractère coopératif.

FONTAINE.

(Voir « Le Libéraire » n° 159).

PS. — Tout le monde sait qu'en U.R.S.S. il n'y a aucune opposition politique. Si le camarade anarchiste qui nous a fourni ces renseignements a pu vivre 18 ans dans ce pays, c'est au prix d'un ralliement forcé aux organisations politiques.

La semaine prochaine : l'Agriculture.

## Rectificatif

Dans l'article intitulé « Assez ! monsieur Lorulot ! » une faute de composition a déformé le sens du premier paragraphe que nous rectifions comme suit :

« Anarchistes, nous sommes laïques, c'est-à-dire hostiles à toute religion, nous sommes anticléricaux, c'est-à-dire contre la prépondérance politique du clergé. Nous sommes antifascistes, c'est-à-dire contre la prépondérance politique d'un ou de plusieurs partis. »

NOTE DE LA REDACTION.

## DU SANG sur les pèlerines

(Suite de la première page)

Notre camarade Froget à un mois de prison pour avoir collé des papillons contre la guerre.

Tous les jours des travailleurs sont condamnés pour fait de grève alors que les margoulin du marché noir s'en tirent en partageant avec l'Etat le fruit de leurs rapines.

On nous parle de la défense du régime contre la menace de dictature stalinienne. Allons donc, la répression au contraire donne l'occasion, aux staliniens, de redorer un blason passablement terni. Déjà le grotesque Duclos s'approprie à battre monnaie sur le cadavre encore chaud de la victime.

Et pourtant ceux qui justifient les assassinats de Bulgarie, les déportations de Sibérie, les camps de concentration de l'Europe Centrale, les méthodes du Guepéou, ceux qui tous les jours font appel à la suppression de la pensée libre, ceux qui tolèrent à leur côté des syndicats de filices, ceux qui ont fait beugler à des centaines de milliers de crétiens « La police avec nous », ne nous paraissent pas qualifiés aujourd'hui pour se dresser en juges de méthodes qu'ils appliquent volontiers lorsqu'ils sont les plus forts.

Qu'ils se taisent et qu'ils laissent aux militants révolutionnaires le soin de crier :

Socialiste Moch, il y a de la boue sur l'hermine de vos juges.

Socialiste Moch, il y a du sang sur la pèlerine de vos filices.

## F. A. A.

## Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X<sup>e</sup>  
Métro : Gare de l'Est  
h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h.

NOTE DU COMITE DE GESTION

Tous les trésoriers de groupes sont avisés de régler immédiatement toutes les cotisations au trésorier général et d'expédier à celui-ci tout le matériel non placé : cartes F.A., Timbres F.A., Timbres solidaires, Timbres C.A.L. de 1948, et de passer leurs commandes pour 1949.

Les difficultés matérielles et financières de la F.A. devant la négligence de quelques trésoriers de groupe, nous mettent dans l'obligation de ne délivrer du matériel 1949 qu'à tous les groupes ayant réglé la totalité des sommes dues. Trésoriers de Régions ! Faites activer la rentrée des cotisations.

LE C. D. E. G. DE LA F.A.

1<sup>re</sup> REGION

Lille. — Permanence, Café Alphonse, 13, rue du Molinel, tous les samedis de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Mauveuge. — Formation d'un groupe. Appel est fait aux sympathisants. S'adresser à Lemoine Raymond, 37, faubourg Saint-Lazare, Mauveuge.

Nœux-les-Mines. — Permanence tous les samedis de 18 h. à 19 h., Café Mousaurel, près la mairie.

2<sup>e</sup> REGION

CONSEIL REGIONAL  
Tous les groupes de la 2<sup>e</sup> région sont avisés que le C.R. se tiendra le dimanche 19 décembre à 15 h. au Pavillon, 65, boulevard de la Villette, métro : Colonel-Fabien.

Présence nécessaire de tous les délégués. L'ordre du jour du C.R. est inséré dans le « Trait d'Union » n° 2 que vous recevrez sous peu.

Le Bureau de la 2<sup>e</sup> Région.

DIFFUSION DU LIBERTAIRE

Pour tout ce qui concerne la vente à la criée du journal dans la région parisienne, écrire à Gauthier, « Libéraire » 145, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>.

Paris-Est. — Réunion de tous les militants, 41, rue Pédon, jeudi 16 décembre, à 20 h. 30. Conférence. Les camarades ayant des livres sont priés de les rapporter au bibliothécaire.

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## Les intellectuels, la Paix et la Révolution

ENTRE LE 6... ET LE 11 DÉCEMBRE 1948

**L**E geste de Garry Davis, en mobilisant l'opinion, nous a permis de lire dans *Franc-Tireur* et dans *Combat* des articles dans lesquels Sartre, Breton, Camus nous exposent leurs vues sur la paix. D'autres ont parlé à Pleyel, au Vel' d'Hiv', assez pour qu'on ne se méprenne pas. Déceptions et espoirs.

LES NAÏFS. — Dans *Franc-Tireur* du vendredi 10, Sartre, au lendemain du fulgurant article de Breton, nous sort de petites ingéniosités cachées sous le langage de l'analyse ou de la technique politique que Sartre croit connaître. Sartre, qui est sûrement un grand écrivain, peut-être un philosophe, n'a même pas cette espèce de flair qui est le minimum exigé en matière de combat social. Ses idées généreuses, du vague et puis des bêtises, ont des bêtises, sur Munich et la France livrée ! Car nous ne supposons pas que Sartre analyse Munich en patriote ou semi-patriote ou simplement-patriote pour ne pas heurter un certain public ou une certaine « gauche ».

Je pose en principe que Sartre va signer tous les manifestes qui porteront les mots de Liberté, Humanisme, Démocratie. Et tout naturellement, les hommes

généreux et naïfs servent les machiavels. Sartre écrit des Munichois : « Ils ont voulu livrer la France à Hitler, ils veulent, à présent, la livrer aux U.S.A. » Il dit bien plus loin : « Je ne dis pas que l'U.R.S.S. protège partout et inconditionnellement les travailleurs... » et encore : « Nous ne choisirions pas de privilèges d'être aux côtés de l'U.R.S.S. contre l'Amérique », mais il n'empêche qu'il n'ose pas (ou ne sait pas ?) mettre au même rang, tout à fait, U.R.S.S. et Amérique, et qu'il accepte de choisir entre les guerres.

Confusionnisme ? Faiblesse ? Entourage ? (encore Merleau-Ponty ?). Impuissance sans doute à voir clair en matière politique, à ne pas être dupe. C'est le lot de beaucoup d'intellectuels des qu'ils s'écartent des feux tout faits de l'esprit, du roman du théâtre, ou des commodités de la science.

ATTENTION, CAMUS ! Autre déception. Dans *Combat* du 9 décembre, Camus donne ses réponses aux questions posées sur l'O.N.U. et Garry Davis. De très bonnes choses, sur la souveraineté, sur la fatalité de la guerre. Et aussi une énormité, quelque chose qui fait rougir quand on aime Camus : à la question, perfide dit-il, « Pourquoi n'abandonnez-vous pas la nationalité française ? » (et il était si simple de répondre : ça n'est pas cela qu'il faut faire et ça n'a de sens que dans le cas de Garry Davis) Camus répond : « D'être Français suppose aujourd'hui plus de charges que de privilèges. Il est bien difficile, si on a de l'exigence, de renoncer à son pays quand il est dans le malheur ».

Pourtant, nous ne pouvons croire que Camus soit de ceux qui ont toujours raison, même contre leur vérité. Alors ? Naïveté aussi ? Manque d'analyse poussée de ce que représente « son pays » et ses malheurs ? Le malheur, c'est le lot de ceux qui n'ont guère de rapport avec le pays officiel que reconnaît l'officielle citoyenneté.

Camus, vous qui écrivez si bien, il y a quelques jours, sur la France, à propos de l'Espagne, vous venez de décevoir des milliers d'hommes.

SALUT A ANDRÉ BRETON : André Breton, dans *Franc-Tireur* du 9 décembre publiait un article d'une lucidité remarquable.

A. Breton, à la différence de Sartre (et même de Camus) sait de quoi il parle. Il lit la presse politique, il s'astreint à cette besogne pénible mais nécessaire à qui veut écrire honnêtement sur la paix et mettre à leur juste place U.R.S.S. et U.S.A., droite et gauche.

L'article de Breton est celui d'un homme qui sait, qui sent, qui va au fond des choses. Il démasque les faux pacifistes dangereux du stalinisme comme les américanistes réactionnaires. Il écrit : « ...Il n'est que de voir... quels sont ceux qui affectent de prendre en compassion ou qui insultent Garry Davis, montrant assez qu'ils ne veulent pas entendre parler d'une unification du monde dont ils ne seraient pas les propres artisans et bénéficiaires ».

Breton ne ménage rien de ce qu'il est nécessaire de combattre. Il ne pouvait donc terminer autrement qu'il ne le fait, quand, après avoir salué le « réveil de la conscience des gouvernés » il dit : « C'est de ceux-ci et d'eux seuls qu'il faut attendre le mouvement de toute salubrité, mouvement partant non des sommets mais de la base, qui doit conduire à la Fédération internationale des Peuples. Il ne s'agit plus ici de prise du pouvoir par une immense majorité opprimée, mais de renversement des divers pouvoirs... ».

Pas question pour nous d'annexer Breton... mais de proclamer que Le Libéraire n'aurait pas refusé un tel article.

FONTEIS

### Luttes ouvrières dans le monde

## TERREUR EN BULGARIE

La mise en esclavage du peuple bulgare et le martyre de ses meilleurs fils, ceux qui conservent une pensée et une conscience libres, se développent d'une façon systématique selon un plan prémédité. Tous ceux qui, en Bulgarie, ne pensent pas comme l'ordonnent Dimitroff et ses créatures, agents de l'impérialisme bolchevique, sont condamnés à une lente, mais sûre liquidation.

Des centaines d'étudiants sont exclus de l'Université au moment de leur dernier examen et, comme « vagabonds », ils sont envoyés aux camps de travail dont le pays est rempli.

Les portes des écoles se ferment pour les fils de ceux qui ne sont pas communistes et ne se plient pas. A cause de la capitulation idéologique du bolchevisme, les communistes bulgares voient avec une crainte particulière le prestige croissant de l'anarchisme et de la Fédération des Anarchistes Communistes de Bulgarie. Ils veulent, lorsqu'ils n'assassinent pas, les faire mourir de faim. Dans la province de Kasanlik, tous les instituteurs anarchistes ont été renvoyés. De Sofia, seulement à l'hôpital universitaire, ils ont transféré quarante médecins en province, et parmi eux se trouvent de grands spécialistes. Mais aucune valeur ne compte dans le régime de terreur de Bulgarie. Le jour de l'anniversaire de Cristo Botef, le plus grand révolutionnaire et poète bulgare, héros national, tous les anarchistes encore en liberté dans le pays furent appelés par la milice qui les obligea à signer une déclaration spéciale affirmant qu'ils ne prendraient pas part aux fêtes organisées par l'Etat et que, dans un délai de trois jours, ils abandonneraient leur domicile. Ainsi, le parti communiste, la milice, les organisations et les hommes qu'ils contrôlaient voulaient être les seuls à commémorer la mort de ce maître

qui aurait été le premier à les accabler de son mépris.

Les anarchistes sont obligés à se cacher et vivre dans l'illégalité pour échapper à une mort sûre dans les camps et aux tortures des derniers inquisiteurs de l'époque actuelle. Parmi eux se trouve le célèbre agronome et organisateur de coopératives, Agrof, qui prit part à la guerre civile d'Espagne et a souffert toutes les persécutions, les détentions, les camps des fascistes pendant vingt-deux ans. Il est maintenant condamné au travail forcé comme « vagabond » par ceux-là mêmes dont il soutenait le courage dans les camps fascistes, avant le 9 septembre 1944.

Tous ces compagnons, digne dé-

fenseurs de la liberté, des intérêts du peuple et de la culture contemporaine, tendent aujourd'hui leurs mains vers le monde et demandent aide morale et matérielle.

Tous les hommes libres et conscients du monde entier doivent accourir à leur aide. Car ce n'est pas une lutte de secte, d'un parti, d'un mouvement ou d'une classe, c'est la lutte des hommes contre l'impérialisme stalinien qui étend partout, comme en Bulgarie, ses monstrueux procédés d'inquisition jésuitique ; c'est la lutte de la culture contemporaine, de l'humanité contre la barbarie, de la justice contre la terreur.

G. BALKANSKY.

### Vient de paraître : LES "ETUDES ANARCHISTES"

Le bulletin des Etudes anarchistes (1) vient de paraître.

Ce bulletin répond à la nécessité d'aborder les faits sociaux par l'étude objective et à celle d'affronter le totalitarisme contemporain par une critique rigoureuse. Il a pour but de fournir à nos militants, à nos sympathisants, à tous ceux qui s'intéressent aux problèmes sociaux, bien que d'une manière modeste, des points de repère aux problèmes qu'ils peuvent se poser.

A l'origine de ces études se trouvent des militants actifs et l'on peut dire que c'est parce qu'ils étaient engagés dans l'action quotidienne et placés directement devant les faits sociaux qu'ils en sont venus à vouloir se situer par rapport à ces faits qu'ils s'orientent vers l'étude des problèmes qu'ils peuvent se poser.

D'autres camarades viendront se joindre à eux. Le bulletin sera de plus en plus solide, c'est au moins ce vers quoi il tend. Des discussions pourront être engagées. Nous sommes certains que ce travail portera ses fruits au fur et à mesure des numéros qui suivront.

« Etudes Anarchistes » abordera tous les problèmes théoriques et donnera la place à toute opinion intéressante, qu'elle soit d'ordre « d'ordre » ou « d'ordre ». « Etudes Anarchistes »

sera l'embryon d'une véritable Revue de la Liberté.

« Etudes Anarchistes » admet toutes positions de controverse, mais repousse toute polémique personnelle.

« Etudes Anarchistes » paraît sous l'égide de la F.A.

SOMMAIRE DU PREMIER NUMERO. — a) Editorial ; b) En défense de la philosophie révolutionnaire (Michel) ; c) La racine, c'est l'homme (Savoy) ; d) L'œuvre de base ou l'œuvre de la base ? (Prunier) ; e) Sur les formes d'organisation spontanée d'une société libertaire.

(1) Le bulletin est mis en vente au Quai de Valmy. Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (Fon-tenis-Paris C.C. 4875-45).

Pour Paris : Le secrétaire administratif recevra sur rendez-vous.

Le numéro : France et Colonies ..... 40 fr. Etranger ..... 50 fr. Abonnement pour 5 numéros : France et Colonies ..... 175 fr. Etranger ..... 200 fr. Abonnement pour 10 numéros : France et Colonies ..... 350 fr. Etranger ..... 400 fr.

## Mettray

### ● Baigne d'enfants ? ●

**O**N a beaucoup fait couler d'encre sur l'enfance dite « délinquante », en général et sur Mettray en particulier. L'intérêt porté par les Etats à l'enfance se traduit par une sollicitude touchante à leur égard lorsque ceux-ci sont en âge d'être encasernés et ultérieurement transformés en chair à canon. L'enfance malheureuse et « délinquante » n'a jamais intéressé que des particuliers de bonne volonté ou des journalistes en quête de reportages à sensation. Le dernier en date, d'Alexis Danan, dans « *Franc-Tireur* », a eu pour résultat l'échec d'un groupe de jeunes décidés à faire de Mettray autre chose qu'un bagne d'enfants.

Mettray a été un bagne et doit répondre à sa légende. Pas question d'essayer d'utiliser cette immense propriété pour le bien de quelques centaines de gosses : qu'il reste à l'abandon ! En le transformant, on ne serait plus dans la ligne du Mettray de Danan et c'est ce qu'il ne veut pas.

Quelques précisions sont nécessaires pour mettre le lecteur au courant de l'histoire mouvementée de ce bagne.

La « Colonie agricole de Mettray » fut fondée en 1839 par des membres de l'entourage de Louis-Philippe. Nous sommes entièrement d'accord avec

M. Danan quant à « l'idéal philanthropique d'un banquier ». Mais quoi qu'il en dise, cette œuvre, si entachée de paternalisme fut-elle, représentait pour cette époque réactionnaire un grand pas en avant. Pour la première fois en France, on voulait bien envisager un autre moyen de résoudre les problèmes posés par l'enfance délinquante que par les tribunaux de droit commun et considérer lesdits problèmes sous un jour social et éducatif. Loin de moi de croire que MM. Guoin et de Courteille, les fondateurs de Mettray, aient agi par altruisme pur, mais le nombre de gosses rejetés à la rue par une société sans entrailles était tel, qu'il inquiétait considérablement les milieux intéressés et, quelle que fut la solution à envisager, il fallait en trouver une. Il n'était pas question, alors, de tribunaux d'enfants, et si ceux-ci de nos jours ne sont que des filiales, à peu de chose près, des tribunaux de droit commun, en 1839 c'était un pas en avant.

Je ne nierai aucune des assertions de Danan quant au régime de Mettray : toutes ces brimades, tous ces sévices, toutes ces tortures physiques et morales sont malheureusement vraies. Il est à noter cependant qu'elles n'ont pas duré un siècle, comme l'affirme Alexis Danan,

mais qu'elles datent de 1914, époque où une grande partie des cadres éducateurs de Mettray partit alimenter la grande boucherie. De là, date le règne des Guerin, surveillant qui, en état d'ivresse, tua deux enfants dans un dortoir, de Rouvain, de Khalifat, ancien tueur aux abattoirs (bonne référence pour un éducateur !), qui furent pour beaucoup dans la réputation sinistre de Mettray. A cette époque, Danan fit, par une campagne de presse, fermer Mettray et il fit bien, nous lui en saurons toujours gré.

Ici quelques détails sont nécessaires au sujet de cette fermeture, détails qui permettront de comprendre la suite. D'après les clauses notariales établies à cette époque, les administrateurs liquidateurs devaient effectuer la donation de la colonie agricole de Mettray à une œuvre capable d'en faire quelque chose, une œuvre uniquement privée. De 1937 à 1948, 11 ans, durant lesquels on a laissé à l'état d'abandon un domaine où des jeunes éducateurs eussent pu faire du bon travail, en s'inspirant de principes d'avant-garde.

Ce que le ministère de la Justice n'a pu faire en onze ans, un groupe de jeunes décidés l'a fait en huit mois, en dépit de toutes les tracasseries administratives et bureaucratiques, et c'est précisément cela qui ne plaisait pas au dit ministère de la Justice !

Bref, la colonie agricole de Mettray était en voie de résurrection et la rééducation y était envisagée sous un jour nouveau qui, s'il affirmait son allégeance au christianisme, avait certains côtés bien proches de la conception d'une communauté libertaire.

Eh bien, ce travail, M. Danan l'a détruit en quelques coups de plume bien sentis. Et c'est précisément ce que nous lui reprochons. Car quelle que soit la méfiance que put lui inspirer ce projet, rien ne l'empêchait d'attendre et de voir ce que feraient ces jeunes à qui il écrivait : « Croyez que mon refus (Danan avait été pressenti pour faire parti du Comité technique de Mettray et non de patronage comme il l'affirme) n'implique aucun préjugé défavorable et que je suivrai votre entreprise avec toute la sympathie que l'on doit au courage. Il me sera très agréable de connaître vos projets et vos réalisations et de prendre de temps à autre sur place la mesure de votre fidélité au programme que vous avez eu la complaisance de me soumettre ».

Et que craignait M. Danan qui écrivait dans « *Franc-Tireur* » du 13 novembre :

« Je suis sûr, que ces Messieurs, à qui est en voie d'échec le coquet héritage de « La Paternelle », ne songent pas du tout à la faire fructifier par les moyens de violence et de honteuse larderie qui furent pendant 100 ans la tradition de Mettray. J'en suis sûr, mais QUE JE LES CONNAISSE, mais parce qu'il est bien clair qu'ils devront compter avec la censure vigilante du voisinage et qu'ils le savent. On ne leur passera rien, le moindre cri de douleur sorti de Mettray fera scandale ; c'est l'inconvénient de certaines successions, gare si un petit couvreur se plaint jamais d'avoir été battu, d'avoir eu faim. On évoquera Rouvain, Guerin et Khalifat. On dira : « C'est Mettray qui continue »... ».

Faisons-nous encore l'écho de quelques opinions de M. Danan. Celui-ci n'a aucune confiance, et nous non plus, en la bonne foi d'un banquier, ainsi qu'un nombre important de hauts prélats, académiciens, généraux en retraite et gens de robe qui constituent le comité de patronage du « Village de l'Espoir ».

Au-delà de Guoin, M. Danan, il y aurait tout de même une équipe enthousiaste et dévouée et, fidèle à votre lettre de refus d'appartenir au Comité, vous auriez pu attendre de juger, sur l'expérience, puisque vous reconnaissiez vous-même l'excellente garantie d'une opinion publique toujours en garde au sujet de Mettray.

Les cris de satisfaction poussés par « *Franc-Tireur* » à la nouvelle que Mettray ne revivrait pas, doivent-ils être mis sur le compte de l'esprit « marchand de papier » ?

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour défendre ici une initiative privée contre l'incertitude et la dictature du ministère de la Justice et du Journalisme commercial réunis que nous ne partageons pas — tant s'en faut — tous les points de vue de l'équipe qui voulait créer « Le Village de l'Espoir » et que nous n'avions pas, a priori, une confiance inconditionnelle. Pour nous, d'ailleurs, la meilleure solution serait que les organisations d'enseignants laïques attachent Mettray au ministère de la Justice pour y installer, sous forme de coopérative, un libre Institut d'Education Nouvelle.

Paul-André DEGENEVE.

Dimanche 19 décembre, à 14 h. 45, aura lieu, Salle des Activités Intellectuelles, 5, rue de Logelbach (métro Monceau), l'Assemblée générale des « AMIS DE HAN RYNER », sous la présidence de M. Florian Parmentier.

La partie littéraire sera consacrée à « Han Ryner et les Poètes » et l'on dit que l'interprétation méritera des surprises. Les sympathisants sont cordialement invités.

Le Cahier n° 11 des Amis de Han Ryner est paru.

### CLASSIQUE DE L'ANARCHISME

## Syndicats et coopératives

Justement parce que je suis convaincu que les syndicats peuvent et doivent exercer une fonction très utile, et peut-être nécessaire dans le passage de la société actuelle à la société égalitaire, je voudrais qu'ils soient jugés à leur juste valeur et que l'on tienne toujours présente à l'esprit leur tendance naturelle à devenir des corporations fermées, bonnes seulement à soutenir les intérêts égoïstes de la catégorie, ou pis encore, des seuls organisés, pour pouvoir mieux la combattre et empêcher qu'ils ne deviennent des organes de conservation. De même parce que je reconnais aussi l'utilité que peuvent avoir les coopératives en habituant les ouvriers à la gestion de leurs affaires et de leur travail, et fonctionnant au début de la révolution comme organes déjà prêts pour l'organisation de la distribution des produits et servir comme centres d'attraction autour desquels pourra se rassembler la masse de la population, je combats donc également l'esprit de boutique qui tend naturellement à se développer en elles et voudrais qu'elles fussent ouvertes à tous, qu'elle ne donnassent aucun privilège à leurs associés et surtout qu'elles ne se transformassent pas comme il advient souvent, en de vraies sociétés anonymes capitalistes, qui emploient et exploitent des salariés et spéculent sur les besoins du public.

Selon moi, coopératives et syndicats, tels qu'ils sont en régime capitaliste, ne conduisent NATURELLEMENT pas, par force intrinsèque, à l'émancipation humaine (c'est le point en controverse), mais peuvent produire le bien ou le mal, être des organes de transformation sociale ou de conservation aujourd'hui, servir la révolution ou la réaction demain, selon qu'ils se limitent à leur fonction propre de défenseurs des intérêts actuels des associés, ou soient animés et travaillés par l'esprit anarchiste qui leur fait oublier les intérêts en hommage aux idéaux.

### Cinéma

## LES PARENTS TERRIBLES

Cette pièce de théâtre filmé est une incontestable réussite. Et je pense même que la caméra, en fouillant les visages, grâce aux gros plans, avec ses cadrages, ses plongées, soutient le texte d'une façon étonnante et provoque une tension, une atmosphère dramatique quelquefois supérieure aux possibilités des plus poussées du théâtre.

C'est donc « quelque chose » qu'il faut voir, « un quelque chose » qui n'est ni du cinéma, ni du théâtre, mais le curieux produit de ces deux arts accouplés.

Mais nous sommes loin, bien loin des espaces, des lointains, du mouvement, nous sommes loin des voix de l'évasion et des renouveau que seul peut offrir l'écran.

Ce ne sont pourtant pas les sujets qui manquent ! L'univers psychologique est assez vaste, assez riche et souple pour s'adapter, pour trouver place dans la fresque mouvante que doit être l'écran.

Art d'évasion, art du mouvement, voilà ce qu'est avant tout le cinéma. Trans- porter la caméra sur la scène peut sans doute nous offrir des réussites comme « Les Parents terribles », mais ce sont des réussites qui nous oppriment et ne nous libèrent pas.

E. A. LAGIER.

LE LIBERTAIRE

## CHEZ LES HOSPITALIERS

# Une grève gestionnaire

Premier temps : Le personnel hospitalier Force Ouvrière, mécontent du projet de reclassification présenté par l'Assistance Publique décrète la grève générale pour une durée de cinq jours, les soins aux malades et les admissions restent assurés. La C.G.T. et la C.F.T.C. s'opposent au mouvement et mettent en garde leurs adhérents contre « la manœuvre de diversion » F.O.

Deuxième temps : L'atmosphère étant à la grève, les bureaux de la C.G.T. et de la C.F.T.C. décident de suivre le mouvement F.O. pour ne pas être dépassés. L'unité à la base était déjà réalisée dans la grève avant cette décision.

Troisième temps : La grève est totale

## UN APPEL DES AJISTES

LES JEUNES DE TOUTES TENDANCES DOIVENT S'UNIR POUR PRÉSERVER LEUR DROIT AU PLEIN AIR

Les conditions économiques actuelles, notamment la dernière augmentation des tarifs des chemins de fer, limitent chaque jour davantage les moyens des jeunes. Il ne leur est plus possible de sortir en week-end. Devant cette situation, le Mouvement Laïque des Auberges de Jeunesse engage une campagne pour obtenir des améliorations au régime des auberges collectives :

- Réduction de 50 % pour un groupe de 5.
- Réduction de 75 % par groupe de 10.
- Ce n'est pas la seule faveur, mais la seule possible pour un grand nombre de jeunes de bénéficier du grand air une fois par semaine.

Tous au Grand Rassemblement 75 %, prévu les Samedi 11 et Dimanche 12 décembre à l'Auberge de Jeunesse de Suresnes (bus 144 au Pont de Neuilly, descendre rue du Mont-Valérien — Chemin de fer Saint-Lazare, descendre Suresnes — Rue Fenne des Landes — près Ecole de Plein Air) — Animation — Chants — Vellies — Art Dramatique, etc...

## À TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

Dans « Force Ouvrière », André Viet souligne l'intérêt du combat que mènent Garry Davis et ses amis :

Les 600 intellectuels français qui se joignent à Garry Davis, citoyen du monde, proposent la paix sans conditions. Retenons ces mots qu'ils adressent à l'O.N.U. : « Que le refus de la guerre comme solution de nos problèmes, soit votre hypothèse préalable, votre volonté antérieure à toute volonté... Notre vote est sans armes. Elle est la voix même de l'Europe, désarmée et ruinée pour avoir dans le passé trop aimé les armes... »

Le « Métallurgiste syndical » retrace lui dans la voie des avertissements. Voici ce que nous propose l'impitoyable :

Abandon de ces théories outrancières et de ces méthodes de sabotage qui ne tendent qu'à l'appauvrissement du pays et créent partout l'anarchie et la misère.

Il est certain que le syndicalisme réformiste de la métallurgie parisienne est toujours signalé par sa faiblesse et son incohérence.

Dans « Le Représentant » également, F.O. Lafont nous décrit les méthodes syndicales particulières à la Hongrie :

L'insuffisance de rendement, les « coups » sont assimilés au sabotage, même si la défensivité n'est pas volontaire. Il s'agit d'un jugement entraînant le séjour au camp de travail, c'est-à-dire au camp de concentration.

De même, le recours à la grève est interdit. La propagande ou la participation à la grève peut valoir cinq années de travaux forcés.

Dans « La Nouvelle Tribune des Fonctionnaires », F.O. Suzy Chevet fait appel à la solidarité de tous les salariés. On sent alors toute l'étroite solidarité qui lie tous les salariés : le maçon, le caillou, le fonctionnaire, etc... Solidarité d'intérêt, solidarité de combat contre les mêmes adversaires : le Patron ou l'Etat.

Solidarité qui doit être plus et mieux que cela, solidarité de sympathie, de fraternité entre les membres de la même grande et noble famille qui nourrit l'humanité : les travailleurs.

Dans « La Voix des Industries Chimiques », le coco de service reprend la campagne du peuple en faveur de l'Unité :

Des catholiques et des non croyants des gens de toutes les religions, de tous les horizons politiques, des socialistes, des communistes, des républicains de toutes nuances ont réalisé « l'union indissoluble » pour élever toutes les propagandes qui ont fait la France pour servir la France.

Lorsque l'on a lu ces morceaux, on a lu tout ce que la presse syndicale ont écrit dans leurs feuilles syndicales de décembre.

**Fédération des Travailleurs du Rail**

Pour que la F.T.R. vive, il lui faut de l'argent.

Camarade Cheminot, qu'as-tu fait ?

Envoyez des fonds, souscrivez à la grande souscription de la F.T.R. Les fonds sont reçus par Roger Lavigne, Trésorier de la F.T.R., 39, rue de La Tour d'Auvergne, Paris (9).

**Reunions Publiques et Contradictaires**

2<sup>e</sup> REGION

- PARIS 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>. — Palais de la Mutualité (salle X, 1<sup>er</sup> étage), métro Maubert-Mutualité, 17 décembre 1948, à 20 h. 45 : LA SITUATION ACTUELLE EN POLOGNE, par un camarade de retour de Pologne.
- PARIS-EST. — 41, rue Pétion, métro Voltaire, 16 décembre 1948, à 20 h. 30 : LA LIBERTÉ À TRAVERS LES AGES, Oratrice : Renée Lamberet.
- CHOISY-LE-ROI. — Foyer des Sociétés, rue du Docteur-Roux, 16 décembre 1948, à 20 h. 30 : CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES. Orateurs : Fontaine, Bouyé.

7 ET 8<sup>e</sup> REGIONS

Tournée Gaston Leval. — Sujet traité : LA CRISE MONDIALE ET LA SOLUTION LIBERTAIRE.

ROMANS. — Jeudi 16 décembre, à 20 h. 30, salle de l'Eden, place Jules-Nadi.

le mercredi, DE NEUF HEURES À ONZE HEURES, LES CONSULTATIONS URGENTES SONT ASSURÉES GRATUITEMENT. Interventions séparées des bureaux F.O. et C.G.T.-C.F.T.C. auprès du ministre sans qu'un accord intervienne. Attitude très ferme de F.O. face au ministre.

Quatrième temps : Des propositions gouvernementales sont présentées aux grévistes. La base vote la continuation de la grève. Le bureau cégétiste suit le vent. Celui de la C.F.T.C. hésite. Celui de F.O. — hier le plus intransigeant — commande la reprise. Ordre non suivi, sauf par les responsables syndicaux de cette centrale.

Cinquième temps : Un courant de reprise se dessine. Les pourparlers continuent. La C.F.T.C. a rejoint la position F.O. Seule, la C.G.T. maintient la grève.

(Mardi 14-12-48.)

Ce qui frappe dans cette grève — où la base, une fois de plus, fut unie dans l'action — C'EST SON CARACTÈRE GESTIONNAIRE. Dans la plupart des établissements, le personnel, quoique en grève, continue le travail sans faire payer les soins que, généreusement, il prodigue. D'où popularité de la grève auprès du public.

Après les expériences gestionnaires, Dewogine (Toulouse), dans les premiers jours de la Libération, Delaunay-Belleville (Saint-Denis), à la même époque, Brasserie de Lille (Lille), Georges Irait (Bordeaux) et deux puits dans la région de Neux-les-Mines, lors de la dernière grève des mineurs, voici celle des hospitaliers parisiens. L'idée de grève gestionnaire, grève anarchiste par excellence, fait son chemin. Elle seule, renouvelant les méthodes de lutte ouvrière, est sage de l'émancipation totale des travailleurs.

LYNX.

Dans « L'Action sociale », Adrien analyse la crise du syndicalisme :

Nombre de militants syndicalistes ont une vue assez claire des voies dans lesquelles ils s'engagent et des initiatives constructives qu'ils devraient impulser les organisations syndicales. Mais il n'en est pas de même pour l'ensemble des travailleurs. Non pas que ces problèmes leur soient par définition inaccessibles, mais parce que leurs préoccupations ne sont pas à cette échelle.

Adrien semble oublier qu'il s'est tenu dernièrement une conférence nationale syndicale qui s'est essayée à dégager les grandes lignes d'une action constructive. D'ailleurs le numéro de ce journal qui prétend représenter le syndicalisme révolutionnaire mériterait une étude critique complète que malheureusement le manque de place ne nous permet pas de faire.

Enfin, dans « L'Action syndicale », du syndicat national des cadres (C.G.C.), journal qui ressemble et par la présentation et par le style comme deux gouttes d'eau au gommé :

En parlant clair, nous pouvons dire que les hommes ont, en eux, deux sortes de réactions, d'une part, celle de l'action directe responsable et d'autre part, celle des activités politiques qui est la recherche de la justice poursuivie implique une confiance aveugle dans les vertus des chefs qui ont la responsabilité de l'action entrepreneuriale. La justice n'est pas forcément le signe de l'efficacité. On ne saurait dire mieux.

MONTEUC.

## DANS LE MÉTRO LA R.A.T.P.

Le Libéraire a maintes fois démontré que les nationalisations ou similaires n'avaient pour but que de renforcer l'étatisme et son autorité, de couvrir plus encore sous le joug les assujettis.

La Régie Autonome des transports parisiens — R.A.T.P. — entrera en fonction « peut-être » le 1<sup>er</sup> janvier 1949, pour remplacer la direction provisoire du Métropolitain. En effet jusqu'en août 44 la direction était composée de cinq membres, sous dépendance de la Ville, de l'Etat et surtout des actionnaires tel le baron Empain, etc. A la « libération » l'ancienne équipe fut liquidée et remplacée par une administration provisoire qui passa la main à la R.A.T.P. que nous serions tenté de présenter comme la « Rationalisation Autoritaire Type Populaire ».

Ce fut longtemps la tarte à la crème de nos cégétistes qui ne voyaient que ça comme remède et panacée universelle : tout le monde y trouverait son compte, personnel et voyageurs ; bien sûr c'était du cri C.G.T. et ne pouvait qu'être fautive et ceux qui d'avance voyaient où on allait et faisaient les dégoûtés en entendirent... Mais la tarte ayant passé dans les fourneaux parlementaires, le projet revint changé, aussi mauvais qu'avant — et il faut croire moins bon pour nos cégétistes qui poussèrent des

# LE LIBÉRAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

## L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

# La guerre sourde des Impérialismes

Le plan Marshall, dès le premier jour, a orienté le conflit des Mines. Ni la C.G.T., ni le Gouvernement ne tenaient à voir la grève se terminer deux jours après son déclenchement.

C'est que le jeu des « grandes » centrales syndicales et du gouvernement n'est pas national. Son langage, ses coups fourrés, ses attaques et ses positions de repli préparées à l'avance sont internationaux. Pour le gouvernement comme pour ces « centrales », le minimum vital, l'échelle mobile des salaires, le pouvoir d'achat des masses laborieuses, la condition humaine des mineurs ou des employés de commerce ne sont que des moyens pour faire prévaloir une politique d'hégémonie pour un clan ou pour un autre. Qu'importait dès lors le sort des milliers d'hommes jetés dans la lutte sociale ; il s'agissait pour ces messieurs d'agiter les ficelles et de faire manœuvrer les pantins en fonction d'intérêts, qui n'étaient pas les leurs évidemment. Epreuve de force politique, tel fut le sens de la lutte des mineurs, tel est le sens de tous les mouvements sociaux « orientés » depuis la soi-disant libération.

Au travers des organisations syndicales nationales, les impérialismes qui gouvernent le monde agissent. Ils s'y sont assurés des intelligences et des hommes de main, qui, sans se soucier des buts finaux du syndicalisme, se préoccupent des besoins immédiats des masses, appliquent — ou tentent de faire appliquer — le programme et les doctrines de leurs maîtres. Les gouvernements d'Europe occidentale, particulièrement belge, italien, français, allemand, placés entre la faucille stalinienne et le marteau américain, petits bourgeois au cœur sec, tentent de perpétuer ce qui a fait ce qu'ils sont, et penchent naturellement du côté où leurs intérêts de classe les forcent à se pencher. Quant aux malheureux prolétaires, abasourdis par les propagandes contradictoires et insidieuses, de cette bagarre, ils en arrivent à oublier qu'ils sont exploités et que leur seul ennemi est l'exploiteur — ce dernier fut-il blanc, rouge, tricolore ou violet.

Les dirigeants cégétistes « n'auraient-ils pas dû, sur la base des avantages consentis, ménager l'effort des mineurs, leur laisser reprendre soufles, attendre à reprendre la lutte si nécessaire, après avoir profité du répit pour préparer dans les meilleures conditions d'éventuelles

grèves de soutien dans certaines corporations ? », demande l'ex-trotskiste Demazière, dans « La Gauche », organe du R. D. R. Puis, un peu plus loin, reprenant notre thèse : « Pourquoi ne pas avoir, au cours du conflit, opposé aux décrets Lacoste l'expropriation pure et simple des anciens actionnaires toujours présents à la répartition des dividendes, et pourquoi ne pas avoir mobilisé les mineurs pour la grève gestionnaire ? »

Répondons à ces deux questions — qui situent bien les positions respectives du syndicalisme réformiste et du syndicalisme révolutionnaire — qu'il n'était pas possible aux dirigeants de la C. G. T. d'accepter l'une ou l'autre des solutions.

Pour la C. G. T. Kominform, il faut que le déficit budgétaire français s'enfle démesurément, que le plan Monnet ne puisse être mis en route, que l'incertitude actuelle se perpétue jusqu'à ce que les U. S. A. renouent à aider matériellement la France, COMME ILS ONT DÉJÀ MENACÉ DE LE FAIRE » (« Notre frontière est sur les Pyrénées, la France n'est pas sûre »). Pour la C. G. T.-P. C., il ne faut pas que le plan Marshall réussisse, car plus la France sera économiquement et financièrement faible, moins celle-ci aura de « chances » de servir de base de départ aux troupes américaines en cas de guerre contre l'U. R. S. S. Une France forte économiquement, une Europe occidentale forte économiquement, GRACE AU PLAN MARSHALL, sont dangereuses pour la Staline. D'où le silence de la C. G. T. en face des propositions gouvernementales deux jours après le déclenchement de la grève des mineurs. IL N'Y AVAIT PAS EU AFFAIBLISSEMENT NATIONAL SUFFISANT. Pourquoi alors la C. G. T. s'est-elle opposée à la gestion directe des mines par les mineurs en lutte ? Parce que — et nous l'avons déjà dit — la C. G. T. ne voulait pas être dépassée. Affaiblissement national, oui. Expropriation et mise en gestion, non. CAR CETTE GESTION DIRECTE AURAIT OUVERT LES YEUX DE MILLIERS D'OUVRIERS DUPES. D'ABORD, ET OBLIGE LE PARTI COMMUNISTE A PRENDRE POSITION VIS-À-VIS DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET D'ETAT. ENSUITE, Ce qu'il ne veut à aucun prix, par simple souci électoral.

Le gouvernement, lui, a exactement la position inverse de celle de la C.G.T. vis-à-vis du plan Marshall. Sans plan Marshall, tout le système économique libéral des capitalistes français s'écroule. Il fallait donc que les petits maîtres du Palais-Bourbon assurent coûte que coûte « l'ordre », LEUR ORDRE. Que cela se soldât par des morts et une misère centuplée ou non. Garder l'initiative des opérations, mater la classe ouvrière en lutte, l'acculer au désespoir, la laisser sans force de réaction face à la dictature de droite qui s'installe, montrer à l'Onclé Sam en visite à l'O. N. U. que l'on tient la situation bien en main, maintenir les profits capitalistes malgré un pouvoir d'achat diminué de 50 p. cent depuis 1938, telles étaient les obligations du gouvernement radical-social-gaulliste lorsque les mineurs se jetèrent dans la bataille. Les propositions faites par Lacoste aux ouvriers en grève n'étaient qu'une garantie morale pour ces messieurs, mais la pauvreté de ces propositions était telle que les ouvriers ne pouvaient les accepter. D'où, lutte, épreuve de force recherchée par le gouvernement.

Quant à l'autre C. G. T., la F. O.,

l'or gouvernemental et les fonds d'Irving Brown l'orientaient dès le départ vers le sarrasinage et le soutien inconditionnel du ministre de l'Intérieur, puis-que marshallienne jusqu'au bout des ongles. Lorsque les propositions Lacoste parurent, elle fit silence puisque les « grands patrons » prenaient l'affaire en main.

Ni la C. G. T. — nous avons vu pourquoi — ni le gouvernement — et par conséquent F. O. — ne pouvaient accepter de voir se développer la seconde solution, la seule véritable solution : l'expérience gestionnaire. Il s'agissait pour eux D'AUTRE CHOSE. De Staline et de Marshall. Mais les yeux de ceux qui furent 56 jours dans la bagarre, se défilent enfin. Dupés par les uns, matés par les autres, ils se rendent compte que seuls les anarchistes ne leur avaient pas menti et que la grève gestionnaire est la seule solution révolutionnaire. Se détournant des centrales ne représentant plus que des impérialismes antagonistes, ils se regroupent pour préparer la grande centrale syndicale révolutionnaire de demain, celle qui leur assurera enfin le pain et la paix dans la liberté.

J. BOUCHER.

## Après la conférence sur : le village Pestalozzi

Avec une chaleur enthousiaste, Jean Roger a fait vivre pour nous pendant quelques heures le village Pestalozzi. Ce village, construit pour des orphelins de guerre de toutes nations est mal connu et souvent même complètement ignoré. Combien d'éducateurs en connaissent seulement l'existence ?

Le village Pestalozzi, c'est, pour toutes ces petites victimes de crimes des hommes, une vie nouvelle et, pour nous adultes, une réalisation riche d'enseignements.

Jean Roger aime le village, son exposé souvent fort émouvant, n'a pu nous laisser insensibles. Résultats magnifiques, anecdotes touchantes, œuvres d'art tragiques, imperfections inhérentes à toute réalisation humaine, il nous rapporte tout avec une simplicité et un enthousiasme fort sympathiques.

les contacts s'établissent naturellement entre ces petits, parce qu'ils sont d'abord des enfants avant d'être polonais, italiens ou allemands. Chants, travaux et jeux en commun les rapprochent. Langues et folklores différents (à côté de l'allemand, langue commune parce que langue du pays) les unissent dans une fraternité diversifiée.

Village Pestalozzi, regards clairs d'enfants enfin heureux, chants de tous les pays du monde, images d'une société sans contrainte, réalisation pleine de promesses.

ISA FONTAINE.

## SYNDICALISME POLICIER

Force Ouvrière n'ayant pas réussi à faire éclater la C.G.T. comme ses maîtres l'exigeaient, ceux-ci tentent aujourd'hui d'intimider la classe ouvrière, unie à la base, par une dure répression (arrestations, perquisitions, poursuites judiciaires, etc.) ou de provoquer de nouvelles scissions au sein des organisations réfractaires à la centrale réformiste waltruisée. Ces tentatives sont provoquées par la police elle-même qui, sur ordre du fusilleur socialiste Moch, convoque certains syndicalistes connus et agissants et leur propose de les aider financièrement et administrativement pour la constitution de syndicats autonomes en tablant bien entendu sur leur antistalinisme qu'elle veut confondre avec de l'anticommunisme. A Marseille, lors de la grève des dockers, les renseignements généraux œuvrèrent lourdement dans ce sens. Et il n'y a pas que là. Dans toute la France, l'action administrative et policière pourrissante se développe depuis l'échec de la grève des mineurs.

Epreuve de force, intimidation, tentatives de nouyutage, provocations, sabotage orienté, essais d'assimilation ou d'intégration se succèdent en une guerre des nerfs digne de meilleurs résultats. Car — et cela est tout à l'honneur des travailleurs — les résultats obtenus sont plus que marginaux ; en fait, les « autorités » n'arrivent pas à détecter de traitres dans les militants de base. Elles peuvent se rendre compte que seuls les sommets sont corrompus.

NORMANDY.

## UNE EXPOSITION DE TRAVAUX ET DE DESSINS D'ENFANTS

Le 3 janvier 1949, aura lieu à la Galerie La Botte, 83, rue La Botte, à 20 h. 30, la Soirée d'inauguration de l'exposition de dessins et de travaux d'enfants, organisée par l'O.P.E.U. (Œuvre de Protection des Enfants Juifs). Cette manifestation à la fois artistique, pédagogique (certains des travaux exposés présentent une valeur de test et sont susceptibles de fournir une réelle documentation sur l'âme et l'intelligence d'une catégorie d'enfants particulièrement atteinte par les événements de guerre) ne manquera sûrement pas de susciter un grand intérêt et de toucher un public plus vaste que celui des visiteurs habituels des Galeries d'Exposition.

Au cours de cette soirée, seront présentées des danses et chants exécutés par des enfants des Maisons de l'O.P.E.U.

## C. N. T.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IX<sup>e</sup>  
Permanence tous les jours  
de 9 h. à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures,  
sauf le dimanche.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Nous demandons à tous les syndicats de la C.N.T. et à tous nos diffuseurs, de bien vouloir régler dans le plus bref délai, la totalité des journaux reçus et de nous fixer le nombre de journaux que nous devons leur envoyer pour la parution du n° 8 du C.S.

Envoyez-nous un bouillonnage onéreux.

Adresses commandes et fonds à Joulain Robert, 75, rue du Poteau, Paris XVIII<sup>e</sup>, C.C.P. 5288-21.

S.U.B. — Assemblée générale le dimanche 19 décembre à 9 heures, 15, rue de Neaux (métro Colonel-Fabien).

Fédération des Travailleurs du Rail. — Tous les membres de la C. A. fédérale sont convoqués pour une réunion qui aura lieu dimanche 19 décembre 1948, à 9 h., au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9<sup>e</sup>.

Le secrétaire général : Raymond BEAULATON.

Bois Ameublement. — Permanence, 19, rue Faidherbe, Paris-XI<sup>e</sup>, tous les mercredis à 18 h. 30. Assemblée générale, dimanche 19 décembre, à 9 heures, même adresse que ci-dessus.

12<sup>e</sup> REGION

Rouen. — Réunion d'information le dimanche 19 décembre, à 9 h. 30, 62, rue des Bons-Enfants.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant  
19, r. du Croissant, Paris-2